

Le budget—M. Crosbie

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Herbert): A l'ordre. Je dois rappeler au député qu'il n'est pas permis de donner un spectacle à la Chambre.

M. Nielsen: Dans ce cas, le ministre des Finances devrait se retirer.

M. Crosbie: Si quelqu'un le demande, monsieur le Président, je suis prêt à déposer ce document.

Des voix: Bravo!

M. Malone: Déposez le ministre!

M. Crosbie: En vérité, monsieur le Président, j'ai l'impression d'être brutal quand je suis forcé de dire de telles choses, car je n'aime pas critiquer.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Malheureusement, le plus charitable d'entre nous ne peut s'empêcher de signaler les lacunes du gouvernement. Permettez-moi de revenir sur le même problème. Prenons l'ancien ministre des Finances, maintenant vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Soit dit en passant, jamais un autre ministre n'a suscité autant de confusion que lui à propos de notre politique extérieure. Heureusement, le premier ministre s'intéresse beaucoup aux affaires étrangères et le vice-premier ministre n'a pas besoin de se mêler d'affaires qui lui sont plus étrangères qu'à n'importe qui. Le 28 octobre 1980, cet ancien ministre des Finances avait promis que, pendant l'exercice financier 1983-1984, le déficit et les besoins de caisse du gouvernement baisseraient graduellement.

Je vais maintenant dire à la Chambre à quel point les prévisions budgétaires sont exactes. Selon le ministre, nous n'avions besoin à ce moment-là que d'une réduction modérée du déficit l'année suivante. Bien entendu, le déficit a augmenté. Il avait dit qu'il s'attendait à voir le déficit budgétaire tomber de 14.2 milliards de dollars en 1980 à 13.7 milliards en 1981-1982, baisser de façon plus marquée pour atteindre 12.1 milliards en 1982-1983 et descendre jusqu'à 11.8 milliards de dollars en 1983-1984. Le ministre projetait bravement le déficit qu'accuserait le gouvernement au cours des trois années suivantes. Voyons maintenant à quel point ses prévisions et celles de ses employés à la forteresse des Finances étaient exactes. Le ministre prévoyait un déficit de 12.1 milliards pour 1982-1983. En réalité, le déficit a atteint 24.6 milliards de dollars. Le ministre actuel nous demande de croire que ses prévisions pour les cinq prochaines années, qui sont épouvantables, se réaliseront alors que le déficit de 1982-1983 représentait deux fois le déficit de 12.1 milliards prévu par son prédécesseur. Celui-ci prévoyait un déficit de 11.8 milliards pour 1983-1984. Il s'agit là de l'année qui se terminera à la fin de mars. Le vice-premier ministre disait que le déficit serait de 11.8 milliards. Il est, de fait, de 31.5 milliards. Il est donc trois fois plus important que prévu, monsieur le Président. Trois fois huit font vingt-quatre, trois fois un font trois et encore trois fois un font trois. Pour ma part, je fais mes calculs avec beaucoup de soin. Le déficit est près de trois fois plus élevé que le chiffre prévu par le ministre. Si le ministre actuel fait les mêmes erreurs, nous aurons des déficits de 70 milliards et de 75 milliards au lieu de 25 milliards et de 26 milliards. Si le ministre actuel est aussi exact que l'autre, c'est ce qui arrivera. Rien ne nous porte à croire qu'il sera plus précis que son prédécesseur. Ils ont tous deux les idées sens devant derrière.

● (1130)

Dans son budget du 12 novembre, l'ancien ministre disait:

J'estime que nous devons diminuer sensiblement notre déficit et nos besoins d'emprunt—encore plus que je ne l'avais proposé il y a un an. Cela diminuera les tensions sur les marchés financiers, favorisera la baisse des taux d'intérêt et fera de la place aux emprunteurs dans le besoin.

C'était à l'époque où le gouvernement empruntait 10 ou 11 milliards par année. Il voulait diminuer les tensions qui s'exerçaient sur les marchés financiers, favoriser la baisse des taux d'intérêt et faire de la place aux emprunteurs dans le besoin. Le ministre actuel dit que nous n'avons pas à nous faire du souci parce que nous devons emprunter 27 milliards de dollars sur les marchés financiers. Il dit que nous n'avons pas besoin de diminuer les pressions sur ces marchés. Il dit que nous n'avons pas besoin de favoriser la baisse des taux d'intérêt ou de faire de la place aux emprunteurs dans le besoin parce qu'il a tellement bien réussi dans le passé que plus personne ne veut emprunter. Notre économie est tellement active que personne ne veut emprunter sauf le gouvernement. Voilà le succès extraordinaire que le ministre a remporté.

Le vice-premier ministre disait: «Je me suis donné pour tâche de réduire le déficit au cours des deux exercices financiers à venir.» J'ai montré à la Chambre à quel point il a réussi. Dans son dernier budget, celui du 28 juin 1982, le vice-premier ministre disait: «Le gouvernement ne peut consciemment accroître le déficit.» C'est ce qu'il disait. Pourtant, le gouvernement a triplé le déficit. On pensait auparavant que le ministre des Finances devait être quelqu'un de sincère, honnête, scrupuleux, prudent dans ses déclarations, et qu'il devait se garder d'exagérer et de faire peur aux marchés financiers au lieu de commencer par dire que le gouvernement ne pouvait consciemment accroître le déficit pour ensuite le faire doubler ou tripler. Faut-il s'étonner que les Canadiens manquent de confiance? Faut-il s'étonner que les étrangers ne veuillent pas investir au Canada et que les Canadiens préfèrent investir aux États-Unis et ailleurs? Le Zanzibar, l'Afghanistan ou tout autre pays semblent plus attrayants aux investisseurs que le Canada. Nous ne pouvons pas croire un seul mot de ce que nous disent nos ministres des Finances.

Pareilles chicaneries et inexactitudes ne sont guère de nature à inspirer la confiance, monsieur le Président. Le gouvernement ne présente pas seulement des budgets, il présente aussi des exposés économiques. Quand il veut faire croire que la situation n'est pas si grave, il présente un exposé économique. Le ministre a déclaré que le déficit budgétaire pour 1982-1983 serait de 23.6 milliards de dollars. Nous étions alors à mi-chemin de l'année financière. Le déficit était en réalité de 24.6 milliards. Il nous a soumis un projet de loi demandant le plus gros pouvoir d'emprunt que le gouvernement ait jamais sollicité de la Chambre, alléguant que le déficit pour l'année serait de 27.2 milliards. Le déficit n'a pas été de 27.2 milliards, mais de 24.6 milliards. En d'autres termes, on ne peut croire un mot de ce que disent ces ministres, monsieur le Président. Nous savons ce qui s'est produit les dix ou douze années pour lesquelles je vous ai donné des citations. C'est pourquoi on ne peut décrire l'état dans lequel se trouve le pays autrement que par mauvaise passe.

Il y a quelques semaines, le ministre a souhaité que s'établisse un contrat social avec les Canadiens. Il veut un pacte. La